

Les communes vont s'aider pour construire du logement

Fonds intercommunal Un mécanisme de solidarité est mis en place pour soutenir le financement des grands quartiers.



Antonio Hodgers

Image: Olivier Vogelsang

Par Christian Bernet

04.12.2015

Les communes qui construiront du logement vont recevoir un coup de pouce de celles qui n'en font pas. Un fonds de solidarité va être mis en place. Il dégagera 500 millions de francs ces vingt prochaines années pour soutenir les énormes investissements nécessaires à la réalisation des futurs quartiers. L'Association des communes genevoises (ACG) a donné son aval unanime à ce nouveau mécanisme.

«Cet accord très ambitieux et inédit a été finalisé en un temps

record, s'est réjoui hier le conseiller d'Etat Antonio Hodgers, responsable des Constructions. Il permettra de mieux répartir les efforts en matière de logement.»

Le Fonds intercommunal pour le développement urbain (Fipu) financera en partie les écoles, les crèches ou les espaces verts. Ces équipements coûtent cher. Et ce sont les communes qui les paient. Face à ces énormes dépenses, certaines d'entre elles rechignent à construire.

Inégalités à corriger

En outre, les futures urbanisations vont se concentrer dans une douzaine de localités, histoire de ne pas étaler la ville dans tous les sens. «L'effort financier demandé à certaines communes est très important, voire insupportable, alors que d'autres, sur lesquelles il n'est pas prévu de construire, échappent à ces charges, relève Antonio Hodgers. Il faut corriger cette situation inéquitable.»

Chaque commune contribuera au fonds selon sa capacité financière et sa population. Vingt-cinq millions arriveront chaque année dans ce pot commun, dont 2 payés par le Canton. Cela représente la moitié des coûts globaux à charge des communes.

L'argent sera redistribué de deux manières. D'abord, un forfait de 8000 francs sera donné pour chaque nouveau logement (sauf en zone villas). Ensuite, de l'argent sera alloué sur demande pour financer des écoles ou des parcs dans un quartier (cette fois y compris en zone villas).

«Nous attendions ce fonds depuis longtemps, se réjouit le conseiller administratif de Confignon, Dinh Manh Uong. Le quartier des Cherpines va nous coûter 120 millions, alors que notre budget annuel se monte à 14 millions. Sans ce mécanisme, nous ne pourrions jamais assumer ces charges.» Confignon espère recevoir plus de 20 millions de ce fonds. A cela s'ajoutent les taxes habituelles d'équipement et d'assainissement à hauteur de 56 millions.

Etonnante solidarité

Les communes ne sont guère enclines à des élans de solidarité. La création de ce fonds représente donc une petite surprise, comme l'a souligné Thierry Apothéloz, maire de Vernier et président de l'Association des communes. «Vous pensez bien qu'il n'allait pas de soi d'aller chercher 23 millions. Mais un gros travail pédagogique a été fait. Et les communes ont été très bien intégrées à la mise en place du projet.»

«Les communes ont bien compris la situation délicate dans laquelle se trouvaient certaines localités, commente la maire de Vandœuvres, Catherine Kuffer-Galland. Le fait que tout le monde contribuera, y compris le Canton, a favorisé l'accord.» Enfin, le mécanisme est limité à vingt ans. Vandœuvres s'acquittera d'environ 260 000 francs par année, sur un budget de 9 millions. Cinq communes paieront entre 1 et 1,5 million. La plus peuplée, la Ville de Genève, versera un maximum de 7 millions. «Nous sommes le plus gros contributeur, mais nous allons aussi en bénéficier, précise Rémy Pagani. D'ici à 2020, nous allons construire 4500 logements.» Ce dernier se félicite de cet «élan de solidarité. Nous revenons de loin. Il y a deux ans encore, Cologny a liquidé sa fondation pour le logement.»

La création du fonds doit être avalisée par le Grand Conseil. On ne voit pas les raisons qu'il aurait à torpiller cette entente intercommunale. (TDG)

(Créé: 04.12.2015, 16h37)